

Le populisme de gauche, au-delà des malentendus

PAR FABIEN ESCALONA
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 20 AVRIL 2017



Le recours à la notion de populisme de gauche fait l'objet de vifs débats intellectuels dans le cadre de la campagne présidentielle. Ses partisans l'utilisent dans le but de forger un sujet politique nouveau, potentiellement majoritaire, articulant des demandes sociales hétérogènes. Née dans un contexte de défaite du mouvement ouvrier, cette proposition circule d'autant mieux que la crise de la représentation s'est accentuée depuis 2008. Mais elle n'est pas sans poser problème.

Seules des enquêtes postélectorales sérieuses pourront identifier les ressorts de la dynamique en faveur de Jean-Luc Mélenchon en cette fin de campagne présidentielle. À ce stade, le candidat de La France insoumise n'a en tout cas aucune raison de regretter la stratégie qu'il a adoptée, consistant à « fédérer le peuple » plutôt que « rassembler la gauche ».

Mélenchon s'en expliquait dès l'été dernier, dans **un entretien à Mediapart** : « Plutôt que nous épuiser dans une bataille d'étiquettes qui ne parle pas à la société, nous avons intérêt à toucher les profondeurs du pays. » Le résultat se voit aujourd'hui dans sa

propagande électorale et ses meetings. Contrairement à 2012, on n'y voit ni sigle, ni code qui rattacherait symboliquement le candidat à la gauche historique. La couleur rouge, par exemple, ne se retrouve que dans le **discret logo « phi »** qui orne ses affiches et ses tracts, ou juxte le bleu et le blanc des drapeaux français massivement présents lors des rassemblements d'Insoumis.

Plusieurs analystes ont repéré à quel point cette stratégie est, au moins en partie, **inspirée des travaux de Chantal Mouffe**. Présente aux côtés de Jean-Luc Mélenchon le 18 mars, lors de **la marche des Insoumis** de Bastille à République, la philosophe a rédigé avec son époux **Ernesto Laclau** un livre paru en 1985, *Hégémonie et stratégie socialiste (HSS)*. C'est à partir de cet ouvrage fondateur qu'est née **la proposition du « populisme de gauche »**, que Mouffe a ensuite explorée dans plusieurs ouvrages et au cours d'un récent **dialogue avec le cofondateur de Podemos Íñigo Errejón**.



Chantal Mouffe et Jean-Luc Mélenchon marchent vers République © Stéphane Alliès

Le terme circule au niveau européen. Il est revendiqué par des secteurs de la gauche radicale allemande, tandis que l'entourage de Jeremy Corbyn y a vu une stratégie possible pour **rendre plus attractif** le projet du nouveau dirigeant travailliste. Cette circulation, et son appropriation par Mélenchon et ses amis en France, ont cependant suscité une série de critiques de la part d'intellectuels proches de la gauche, attachés à démonter un concept qu'ils jugent ambigu voire dangereux. On voudrait défendre ici une vision plus positive de cette proposition, sans considérer qu'elle soit pleinement satisfaisante.

Du populisme « tout court » au populisme de gauche

L'usage intempestif du mot « populisme » crée trop souvent, il est vrai, une confusion regrettable. De trop nombreux individus, partis et mouvements sont amalgamés sous cette étiquette, **plus souvent disqualifiante** que réellement descriptive. Les mettre dans le même panier aboutit à euphémiser la démagogie et la xénophobie de la droite radicale, qui ne sont plus dénoncées comme telles (*lire l'entretien du chercheur Frédéric Zalewski sur Mediapart*).

Cela dit, un usage plus précautionneux de la catégorie populiste est possible, en suivant les préconisations **du politiste néerlandais Stijn Van Kessel**. De la même façon que le « chat-chien » n'existe pas dans la réalité, alors que le chat et le chien ont tous deux quatre pattes et une queue, on évitera de décrire comme « populistes » deux acteurs qui n'ont en commun que le fait de parler du peuple, ou de critiquer les élites. En revanche, rien n'interdit d'utiliser le terme lorsque *toutes* les composantes du populisme sont repérables dans un discours, à savoir la mise en scène d'un conflit entre le peuple et les élites dirigeantes, les secondes étant accusées de menacer la souveraineté et les intérêts du premier, dont « le populiste » se veut le porte-voix.

Pour être encore plus précis, il reste à distinguer entre la *rhétorique* populiste qui peut être employée sporadiquement par des acteurs très différents, et les *partis* populistes qui font de cette rhétorique une composante durable de leur identité, néanmoins irréductible à cette seule dimension. En effet, le populisme ne saurait offrir une vision du monde complète et cohérente, et encore moins un programme de gouvernement clés en main. Au mieux, il s'agit d'une **idéologie « fine »** ou « partielle », qui nécessite d'être articulée à d'autres lorsqu'il s'agit de traiter des grands enjeux matériels et symboliques d'une société.

Comme le nationalisme – cette idéologie de rassemblement national dont il existe des versions guerrières ou pacifiques, impériales ou libératrices, mercantilistes ou socialisantes –, le populisme est surtout une façon de découper l'espace politique et d'y nouer une relation entre un (ou des) porte-parole et un « peuple », dont les contours dépendent précisément

du type de populisme auquel on a affaire. De fait, il existe bien des versions de droite et de gauche du populisme, dont les différences en termes de substance politique l'emportent sur la stratégie de mobilisation qu'elles ont en commun.

Comme l'écrit le politiste grec Giorgos Katsambekis, « *il est pratiquement impossible et méthodologiquement erroné d'adopter une position normative vis-à-vis du populisme tout court, comme s'il était intrinsèquement bon ou mauvais, réactionnaire ou progressiste, démocratique ou antidémocratique* ». Enfonçant le clou, Katsambekis souligne que « *rallier un peuple pluriel autour de demandes d'égalité sociale et de droits politiques, et contre des élites irresponsables* », reste qualitativement différent d'un ralliement « *de "natifs" contre ceux qui ne sont pas ethniquement ou culturellement "purs", autour d'une demande de priorité vis-à-vis de ces derniers* ».

Il ne s'agit pas seulement d'une remarque théorique. Le populisme de gauche existe, on peut le rencontrer. Dans l'Histoire, d'abord. On ne saurait négliger que le terme est né avec des mouvements plutôt démocratiques et égalitaires, dans la Russie et les États-Unis de la fin du XIX^e siècle. Dans le présent, ensuite. Podemos en Espagne a été le plus **en pointe de ce type de réflexion**, avec le souci de créer une identification entre tous les « gens » qui ne se sentaient ni représentés ni respectés par la « caste ». Syriza en Grèce a usé d'un langage unifiant tous les groupes se sentant lésés par les élites nationales et internationales, en mobilisant moins sur une identité commune que **sur les différents « manques »** que leur auraient fait subir ces élites, notamment *via* les mémorandums infligés à la population.

Dans ces deux exemples, la gauche alternative a accompli des percées d'une ampleur inédite dans le reste de l'Europe et dans le passé récent des deux pays concernés. L'originalité discursive n'est sans doute pas pour rien dans ces dynamiques, introuvables du côté des appareils de la gauche radicale traditionnelle. Mais si l'on s'attache à la seule confirmation qu'un discours populiste peut s'articuler avec une identité

de gauche incontestable, on peut aussi la trouver dans des cas de marginalité électorale persistante. Au Royaume-Uni, **Luke March a montré** comment de petites formations, comme Respect ou le Parti socialiste écossais, se sont distinguées à la fois des partis *mainstream* par un discours clairement anti-élitiste en plus d'être centré sur le peuple, et des autres partis populistes de droite par un discours beaucoup plus inclusif et égalitaire.

Le populisme de gauche n'est pas l'ennemi du pluralisme

Une bonne part des critiques du populisme de gauche cible l'homogénéisation et la fétichisation du peuple auxquelles se livreraient ses promoteurs. Dans **un texte pour La Vie des idées**, proposant par ailleurs des pistes stimulantes pour enrichir la démocratie au-delà des rendez-vous électoraux, Pierre Rosanvallon dresse carrément « *un parallèle avec le phénomène totalitaire* ». Le point de contact se situerait dans « *une appréhension perverse de l'idéal représentatif [et une réduction de la] division du social sous les espèces d'une exaltation de l'Un et de l'homogène* ».



On retrouve la même logique argumentative dans l'essai de Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ?* (**lire son entretien sur Mediapart**). Selon lui, « *les populistes sont nécessairement anti-pluralistes* », puisqu'ils revendiquent le monopole de la représentation populaire et délégitiment toute médiation perturbant l'identité fusionnelle entre gouvernants et gouvernés. Or, la démocratie ne peut

pas être confondue avec la tyrannie d'une majorité. Elle n'existe pas sans le règne de la loi, la vigilance de contre-pouvoirs, et des pratiques délibératives dans la formation des choix collectifs.

Il se trouve que l'approche de Mouffe, inspiratrice du populisme de gauche contemporain, se situe aux antipodes de ces dérives, en tout cas sur le plan théorique. L'ouvrage fondateur de 1985 (*HSS*) reprochait justement aux sociaux-démocrates et aux communistes leur incapacité à intégrer les revendications démocratiques des nouveaux mouvements sociaux (féminisme, LGBT, écologie politique). Avec leur projet de démocratie radicale, Laclau et Mouffe ne visent pas seulement la prise en compte de la multiplicité des identités au-delà des intérêts supposés de la classe ouvrière. Ils souhaitent éviter de les figer institutionnellement, afin de préserver des identifications toujours plus libres et variables.

Cela s'explique par leur conception anti-essentialiste de la société et des individus, reconnaissant la « plasticité humaine » et refusant de l'enserrer. C'est cet anti-essentialisme qui leur a permis d'alerter la gauche sur l'absence de relation mécanique entre une domination subie et la révolte contre cette domination. Partisans d'une approche résolument constructiviste du lien politique entre subalternes, ils estiment par ailleurs que le conflit social ne s'éteindra jamais. Toute réconciliation finale, comme celle que promet la vulgate marxiste une fois le capitalisme dépassé, est pour eux fantasmatique. Si un consensus se met en place, comme ce fut le cas parmi les élites dirigeantes avec le paradigme néolibéral durant les trente dernières années, on peut être sûr qu'il réprime des aspirations qui méritent d'être à nouveau considérées.

À cet égard, Pierre Dardot et Christian Laval durcissent excessivement la position de Mouffe dans leur analyse **publiée sur Mediapart**. Ils lui imputent une conception plébiscitaire de la démocratie, adverse à l'hétérogénéité du peuple, quand Mouffe ne cesse de réfléchir à la compatibilité entre des demandes sociales irréductibles les unes aux autres,

le conflit à assumer au niveau politique, et un cadre d'expression de ce conflit **qui ne transforme jamais les opposants en ennemis**. Elle le rappelle clairement dans son dialogue avec Errejón : « *La démocratie radicale n'implique pas d'établir un modèle entièrement différent, exigeant une rupture totale avec la démocratie pluraliste, il s'agit d'une radicalisation des principes de liberté et d'égalité.* »

Insistons-y : une force populiste ne peut pas être qualifiée de gauche simplement parce qu'elle pratiquerait des politiques de redistribution, ainsi que semble prêt à le concéder Rosanvallon **dans un récent entretien à L'Obs**. Elle peut l'être seulement lorsque la conception du peuple qu'elle construit est ouverte, inclusive et respectueuse des droits et libertés fondamentales. Dit encore autrement, c'est le « *peuple-conflit* » qui est l'horizon du populisme de gauche, pas le « *peuple-Un* », fût-il national ou social.

Jan-Werner Müller reconnaît d'ailleurs que chez Laclau et Mouffe, le « nous » à construire contre le « eux » reste toujours « *contestable* », contrairement à celui des mouvements dont il traite dans son ouvrage. Ayant postulé l'antipluralisme comme composante essentielle du populisme, il est cependant contraint de refuser ce label à certains acteurs ancrés à gauche, même lorsque ceux-ci le revendiquent. Podemos et Syriza, malgré les déceptions, ont plus enrichi et fait respirer les régimes représentatifs qu'ils ne les ont abîmés. Le projet de Jean-Luc Mélenchon, **en tout cas sur le papier**, ne tombe pas dans la dévalorisation des corps intermédiaires et contient des propositions visant à faire du peuple un protagoniste plutôt qu'un corps passif.

Müller en vient à suggérer qu'à moins de dériver « pour de vrai » vers l'antipluralisme, le populisme de gauche est une sorte d'oxymore se résumant à instiller un peu plus de passion dans le débat public. Dardot et Laval estiment de leur côté que s'il existe vraiment une différence entre populisme de droite et populisme de gauche, alors la notion se réduit à une décoration verbale sans contenu, puisqu'une gauche authentique contredirait les aspects les plus négatifs à leurs yeux du populisme.

C'est cependant manquer la spécificité de la stratégie populiste évoquée plus haut. Celle-ci consiste en un travail politique d'articulation de demandes et d'intérêts initialement épars, auxquels un discours d'opposition peuple/élites permet de donner corps, y compris en faisant l'économie des références propres aux cultures politiques les plus établies. Voilà un aspect sans doute dérangent pour tous ceux qui investissent la gauche d'une forte charge idéologique et émotionnelle. Pour dire les choses crûment **à la façon de Gaël Brustier**, il s'agit d'accepter et même de rechercher le vote « *d'un électeur de "la droite Sardou" pour un candidat de la "gauche Monde Diplô"* », sans mentir sur le contenu politique proposé mais en changeant la manière de s'adresser à lui.

Hormis le malentendu sur le pluralisme, c'est là que se logent d'autres résistances au populisme de gauche. Ce sont les plus intéressantes, car elles révèlent les difficultés les plus profondes d'une telle stratégie.

Une réponse à la crise de la représentation, après la défaite du mouvement ouvrier

Le populisme de gauche peut nourrir le scepticisme à cause de son évitement des discours de classe, auxquels il faudrait plutôt « *redonner sens* » pour le sociologue Éric Fassin, qui rejoint cependant Chantal Mouffe sur l'impératif de construction du peuple (*lire aussi son entretien sur Mediapart*). En lien avec ce reproche, un autre consiste à pointer une stratégie beaucoup trop fondée sur le discours, comme si sa seule puissance performative permettait de faire l'économie de mobilisations populaires par le bas, génératrices de solidarités concrètes et surtout durables.

Il est vrai que dans la littérature sur le populisme de gauche, l'insistance sur la malléabilité des identités politiques peut parfois dérouter, comme si le langage pouvait sculpter le réel hors de toute détermination matérielle. **Dans un article passionnant** à la recherche du sujet de l'émancipation au XXI^e siècle, les sociologues Dani Flic et Uri Ram soulignent que la « *chaîne d'équivalences* » évoquée par Chantal Mouffe pour articuler les différentes demandes démocratiques ne peut se penser dans un espace social

sans relief. Les équivalences sont plus ou moins aisées à construire en fonction de la répartition du capital économique et culturel entre les individus, cette répartition tissant des proximités ou des éloignements « objectifs ». La réflexion en termes de structures de classe ne devrait donc pas être abandonnée.

Mouffe répond que sa conception du discours ne se résume pas à des jeux de langage et inclut des pratiques sociales aptes à changer les représentations individuelles et collectives. Plus concrètement, si l'on observe **les débats à l'intérieur de Podemos**, on s'aperçoit qu'Errejón, porteur d'une ligne populiste dite « transversaliste » et battue au dernier congrès par celle plus classique d'Iglesias, voulait comme son concurrent « avoir un "pied dans la rue" en s'appuyant sur les mouvements sociaux, tout en ayant un "pied dans les institutions" pour lutter contre les politiques conservatrices et néolibérales ». On retrouve ici la dialectique que les partisans de **l'eurocommunisme de gauche** avaient tenté de tisser pour dépasser les limites respectives des traditions sociale-démocrate, communiste et gauchiste.



La question serait celle du calendrier. Dans *Construire un peuple*, son dialogue avec Mouffe, Errejón évoque deux cycles : celui d'une avancée dans les institutions politiques, permise par une crise de régime toujours susceptible de se refermer, et celui d'une reconquête culturelle du sens commun, par le bas et sur le temps

long. « *Les problèmes ne peuvent pas tous être résolus dans le temps imposé par ce que nous pourrions appeler la politique officielle* », assume-t-il, en assurant que faire l'impasse sur les batailles électorales équivaldrait à rater une « *occasion cruciale* » de faire avancer un agenda de progrès humain.

Toute la question est celle du prix à payer pour ne pas rater cette occasion, d'où le caractère passionnel des débats autour d'un éventuel accès au pouvoir de Jean-Luc Mélenchon, soupçonné de reproduire tous les travers de la personnalisation dont la Cinquième République nous a abreuvés à foison. Ce soupçon ne fait que traduire un autre reproche récurrent et sérieux, qui concerne la place du leader dans le populisme de gauche. Ses promoteurs savent que la question est délicate, sans pour autant ménager leurs critiques contre les libertaires et autres méfiants envers le pouvoir d'État.

Mouffe est en effet très claire, **fustigeant** le « *fantasme de démocratie totalement horizontale et [le refus des] relations avec les institutions* » de la part des Indignés, de Nuit debout ou d'Occupy Wall Street. Plus fondamentalement, elle est convaincue qu'un leader permet de représenter l'unité des demandes hétérogènes qui ne se retrouvaient jusqu'alors dans aucune culture politique établie. Selon elle, il est possible d'échapper à des relations autoritaires. C'est ce qu'essaie de conforter Errejón avec une remarque dérangement pour les plus « *réfractaires à la représentation* » : même au sein de l'anarchisme espagnol, rappelle-t-il, la figure de Durruti a fait l'objet d'une appropriation chargée d'affect par des masses de travailleurs.

Sous-entendu : l'incarnation d'une force politique dans une individualité se détachant des autres est incontournable, et représente un risque à assumer dans la perspective de l'exercice du pouvoir dans un horizon proche. Mais à supposer qu'un leader populiste de gauche ne capture pas la puissance sociale qu'il sera parvenu à construire politiquement, ni Mouffe ni Errejón ne répondent à ce qu'il se passe lorsqu'il disparaît. En plus des dérives systémiques des

expériences populistes au Venezuela ou en Argentine, leur entrée en crise tient également à la transition fort difficile de leadership.

En fin de compte, la stratégie populiste répond à un double contexte. Il y a d'un côté celui de la défaite historique du mouvement ouvrier depuis la fin des années 1970, qui laisse planer un doute sur l'efficacité mobilisatrice des vieux mots d'ordre. On peut certes regretter avec Dardot et Laval l'absence de dynamique unitaire de la « gauche de gauche », et entendre leur appel à la formation d'un « vaste bloc démocratique anti-néolibéral ». Mais près d'un siècle après la tactique du « front unique », à qui cela parle-t-il encore ? Quelle base sociale cela représente-t-il, surtout après un quinquennat qui a brouillé encore davantage les repères, consécutivement à l'effondrement du communisme et à l'érosion structurelle de la social-démocratie ?

À ce titre, et avec toutes ses imperfections, la proposition du populisme de gauche a le mérite de proposer une voie plus créative, consistant à forger autrement que par le passé un sujet politique orienté vers l'émancipation. Son atout est de correspondre à un moment non pas seulement de crise, mais de crise de la représentation. Si Jan-Werner Müller a raison de souligner qu'il n'y a jamais eu d'âge d'or de la démocratie, de nombreux indices attestent d'une

déstructuration des systèmes partisans les plus établis et d'une **dégradation du circuit représentatif** des régimes occidentaux, ces phénomènes étant en voie d'accélération depuis la crise économique globale de 2008.

On oublie souvent que Laclau a opposé le populisme à « l'institutionnalisme », c'est-à-dire la logique qui pousse un pouvoir institué à concevoir la forme d'État et l'ordre social existants comme des « limites infranchissables » aux demandes émanant de la société. Dans l'exacerbation d'une telle situation, les groupes sociaux les plus loyaux décrochent, devenant alors disponibles pour des stratégies visant à « incorporer » des citoyens dans des nouvelles identités politiques. Nous voilà peut-être à ce seuil, qui met à l'épreuve bien des certitudes et incite à la créativité. Alors que le bilan des expériences populistes latino-américaines est pour le moins contrasté, les stratégies habituelles de la gauche sont usées en Europe, et ce camp y est menacé de marginalisation.

Boite noire

Fabien Escalona, docteur en science politique et spécialiste de la social-démocratie, collabore régulièrement à Mediapart. À l'occasion de l'élection présidentielle, il nous a rejoints pour mettre en perspective l'actualité de la campagne et les thèmes qui animeront le débat public.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.